

OTAN

👁️💬 L'OTAN, l'organisation la plus dangereuse du monde

L'OTAN protège les intérêts des États membres aux dépens de l'intérêt mondial & cherche qu'à préserver le système américain fondé sur ses propres règles & entrave l'essor du reste du monde.



SPIRIT'S FREESPEECH

JUIL. 17, 2025



3



1

Pa



© 2025 SpiritZd · [Confidentialité](#) · [Conditions](#) · [Avis de collecte](#)
[Substack](#) est le foyer de la grande culture

Par *Tricontinental : Institute for Social Research*, le 15 juillet 2025

Lors de son intervention en Afghanistan, l'OTAN a démontré qu'elle avait désormais capacité et le feu vert pour agir en tant que gendarme de l'ordre dirigé par les États-

L'OTAN affirme qu'elle est confrontée à la plus grande crise existentielle de près de quatre-vingts ans d'histoire.

Alors que le président américain Donald Trump et son équipe de sécurité nationale semblent avoir tourné le dos à l'Europe et déclaré ne plus vouloir financer sa sécurité, les dirigeants européens s'efforcent de réunir les fonds nécessaires pour accroître leur soutien à l'Ukraine et renforcer leur propre production et capacité militaire.

Pourtant, rien n'indique concrètement que les États-Unis, puissance dominante de l'OTAN, vont se retirer de cet organe militaire ou chercher à le dissoudre. L'OTAN sert en effet de nombreux objectifs aux États-Unis depuis sa création en 1949.

Exercer une pression sur les États européens pour augmenter leurs dépenses de défense est une chose, affirmer qu'il s'agit d'un retrait stratégique plus large des États-Unis de l'Europe en est une autre. Malgré la rhétorique, la politique de Trump s'inscrit dans l'approche globale de l'élite américaine : maintenir la puissance mondiale grâce à des institutions telles que l'OTAN et un système étatique européen docile, plutôt qu'isoler les États-Unis des autres régions du monde.

L'OTAN restera un levier de pouvoir du Nord, quelles que soient les perturbations de surface inévitables dans les mois à venir.

Le titre de ce dossier, *“L'OTAN : la plus dangereuse organisation au monde”*, reprend la conclusion du politologue Peter Gowan (1946-2009), qui écrivait en 1999, au

moment du bombardement de l'OTAN et de l'éclatement de la Yougoslavie :

“Nous devons garder à l'esprit deux faits regrettables : d'une part, que les membres de l'OTAN ont été et sont toujours déterminés à exacerber les inégalités de pouvoir et de richesse dans le monde, à détruire toute menace à leur puissance militaire et économique écrasante, et à subordonner presque toutes les autres considérations à ces objectifs ; et d'autre part, que les États membres de l'OTAN manipulent extrêmement facilement leurs électeurs nationaux pour leur faire croire qu'ils conduisent effectivement la population mondiale vers un avenir plus juste et plus humain, alors qu'en réalité, ils n'ont rien de tel”.¹

L'OTAN dissimule ses motivations profondes de création et d'existence actuelle derrière le langage des droits de l'homme et de la sécurité collective. Pour mieux comprendre cette alliance militaire, il serait préférable de mettre de côté cette rhétorique et d'examiner son bilan réel, plutôt que celui des droits de l'homme.

Ce dossier se compose de trois parties. La première retrace l'histoire de l'OTAN, évalue son rôle dans le système impérialiste dirigé par les États-Unis. La deuxième se concentre sur la façon dont l'OTAN s'est redéfinie en tant que gendarme mondial depuis la chute de l'Union soviétique, et sur les différentes manières dont elle est intervenue dans les pays du Sud — comme illustré dans la troisième partie.

1. L'alliance agressive

L'idée de l'OTAN est née durant les dernières années de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni ont commencé à envisager de nouveaux arrangements en matière de sécurité, après la défaite des puissances fascistes en Europe.²

En 1945, les États-Unis ont accueilli la conférence de San Francisco, au cours de laquelle les Nations unies ont été créées. La Charte des Nations unies, ratifiée par les cinquante participants à la conférence, autorisait, dans son chapitre VIII,

article 52, la création d'organisations régionales de sécurité et leur accordait droit de prendre toute mesure coercitive, y compris des sanctions et des interventions militaires, mais uniquement avec l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies (chapitre VIII, article 53).³

C'est sur la base de cette disposition de la Charte des Nations unies que les États-Unis ont réuni dix pays européens et le Canada pour signer le traité de Washington en 1949 et créer l'OTAN. Les pays européens qui ont rejoint l'OTAN avaient des expériences différentes de la guerre : la plupart d'entre eux, comme la France et l'Allemagne, ont dû reconstituer leur armée pratiquement à partir de rien ; d'autres, comme le Royaume-Uni, ont conservé des armées relativement intactes ; et un seul, l'Islande, était dépourvu d'armée permanente.

L'OTAN a fourni à ces pays un bouclier militaire et nucléaire américain. En 1949, la Central Intelligence Agency (CIA) a diffusé un mémorandum exposant que l'OTAN visait non seulement à dissuader l'Union soviétique de menacer l'Europe mais aussi à assurer le *“contrôle à long terme de la puissance allemande”* et à régler l'épineuse question de *“qui contrôlera le potentiel allemand et maintiendra ainsi l'équilibre des pouvoirs en Europe”*. Cette évaluation sans concession offre une vision plus juste de l'OTAN qu'une analyse de sa charte.⁴





Signature du traité de Washington instituant l'OTAN, avril 1949. (© OTAN)

La CIA n'était pas la seule à adopter cette vision des choses en Europe. Comme l'écrivait Lord Hastings Lionel Ismay, premier secrétaire général de l'OTAN, un mémorandum interne en 1952, l'organisation devait “*maintenir les Soviétiques à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous contrôle*”.⁵

L'année précédant la création de l'OTAN, George Kennan, du département d'État américain, s'interrogeait sur le fait que les États-Unis détenaient « environ 50 % des richesses mondiales, mais seulement 6,3 % de la population mondiale ». Selon lui, les implications de cette situation devaient être réglées. Comme l'écrivait Kennan dans le vingt-troisième rapport du Policy Planning Staff :

“Cette disparité est particulièrement marquée entre nous et les peuples d'Asie et du Sud en général. Nous ne pouvons manquer d'être l'objet de l'envie et du ressentiment en pareille situation. Notre véritable mission dans les années à venir sera de concevoir un modèle de relations nous permettant de maintenir cette disparité sans nuire à notre sécurité nationale”.⁶

Le “*modèle de relations*” destiné à contrôler l’“*envie et le ressentiment*” des peuples d'Asie et du Sud en général a été mis en place l'année précédant la création de l'OTAN. En effet, les États-Unis ont remodelé les arrangements de sécurité avec les Amériques avec le Traité interaméricain d'assistance réciproque (ou Traité de Rio) de 1947, puis avec l'adoption d'une nouvelle charte pour l'Organisation des États américains (OEA) à Bogotá, en Colombie, en 1948.

Ces deux accords ont soumis les pays d'Amérique latine aux États-Unis. Quelques années après la création de l'OTAN en 1949, les États-Unis ont conclu des pactes de sécurité en Asie de l'Est (le Pacte de Manille de 1954, donnant naissance à l'Organisation du traité du Sud-Est asiatique, ou SEATO) et en Asie centrale (le Pacte de Bagdad de 1955, créant l'Organisation du traité central, ou CENTO).

Parallèlement, l'OEA, alors dirigée par les États-Unis, a engagé un combat anticomuniste avec la Commission consultative spéciale sur la sécurité contre l'action subversive du communisme international en 1962.⁷

Les États-Unis ont déployé cette stratégie de pactes militaires pour deux raisons : limiter le développement de tout parti ou force communiste dans ces régions et exercer l'influence des États-Unis sur les gouvernements du monde entier.

Cette stratégie s'inscrivait dans une projection de puissance plus large qui a permis aux États-Unis de développer et de maintenir des bases militaires, parfois dotées de capacités nucléaires, à proximité de l'Union soviétique, de la Corée du Nord, du Vietnam du Nord et de la Chine, jetant ainsi les bases d'une présence militaire mondiale.

Cependant, la nécessité de ces pactes militaires a commencé à s'estomper pour plusieurs raisons entre les années 1960 et 1980.

Premièrement, les États-Unis avaient déjà instauré une présence militaire mondiale considérable, avec des bases s'étendant du Japon au Honduras, créées dans le cadre de traités bilatéraux.

Deuxièmement, la technologie militaire ayant considérablement progressé, les États-Unis pouvaient désormais faire preuve d'une grande flexibilité et mobilité grâce à leur arsenal de missiles à moyenne portée, leurs sous-marins à propulsion nucléaire et leur imposante capacité aérienne.

Troisièmement, les États-Unis ont développé une stratégie d'« interopérabilité » leur permettant d'utiliser la vente de leur propre technologie militaire aux pays alliés pour promouvoir des exercices militaires conjoints menés de manière efficace sous le commandement américain, principalement dans l'intérêt stratégique des États-Unis.

Enfin, les États-Unis avaient créé des structures de commandement régional

telles que le Commandement du Pacifique (Pacom) en 1947, le Commandement Sud (Southcom) en 1963 et le Commandement central (Centcom) en 1983. Ces structures avaient déjà conclu des accords bilatéraux et multilatéraux avec les armées alliées.

Il n'était donc pas nécessaire de conclure de nouvelles alliances militaires régionales. Ces nouveaux dispositifs, destinés à assurer la présence militaire mondiale des États-Unis, ont réduit la nécessité de conclure des pactes de sécurité dans des régions telles que l'Asie et le Moyen-Orient. L'OTASE a été dissout en 1977, en grande partie en raison du désintérêt des pays d'Asie du Sud-Est, puis CENTO a été dissous deux ans plus tard, après la révolution iranienne.⁸

Ce ne fut toutefois pas le cas en Amérique latine, où l'OEA continue d'opérer aujourd'hui, axant ses efforts avec une précision chirurgicale sur la manière de minimiser l'influence de la gauche dans la région (Cuba a été suspendue de l'organisation en 1962, après quoi Fidel Castro l'a qualifiée de "*ministère des colonies*").

Outre l'OEA, l'OTAN fut l'autre exception cruciale. Elle n'a pas été dissoute. La vision de Lord Hastings est restée intacte.

Tenir l'Union soviétique à l'écart : conserver les bases militaires américaines de l'OTAN en Europe, avec des armes nucléaires américaines, afin de dissuader toute initiative soviétique au-delà des lignes établies après la Seconde Guerre mondiale.

Garantir la présence des États-Unis : du point de vue américain, cela signifiait maintenir les Européens sous contrôle, en veillant à ce qu'ils ne créent jamais leur propre armée continentale, et à ce que l'élargissement de l'OTAN aille de pair avec celui de l'UE, afin de maintenir l'influence américaine dans la région.

Maintenir les Allemands sous contrôle : s'assurer que les anciennes puissances impérialistes n'aient d'autre ambition que d'être les alliés subordonnés des États-Unis. Une vision que les États-Unis ont maintenue non seulement à l'égard de

l'Allemagne, mais aussi de toute l'Eurasie, en particulier du Japon. L'OTAN est donc restée un élément clé de la stratégie impérialiste américaine.

Indépendamment de ce que les responsables américains et de l'OTAN ont déclaré, ce pacte militaire poursuivait clairement trois objectifs :

- empêcher la gauche de se développer dans leurs propres pays (en détruisant les fronts populaires en France, en Grèce et en Italie à la fin des années 1940 et dans les années 1950, ainsi que le mouvement anti-guerre en Allemagne de l'Ouest dans les années 1960 et 1970),
- contenir et faire reculer le bloc socialiste (y compris) ; - contenir et faire reculer le bloc socialiste (y compris après 1959, face à la révolution cubaine),
- contrer les mouvements de libération nationale en Afrique et en Asie (notamment en soutenant les guerres coloniales du Portugal en Afrique dans les années 1960 et 1970, et en aidant les États-Unis en Corée au début des années 1950, puis au Vietnam dans les années 1960 et 1970).⁹

2. L'OTAN dans le monde





Affiche du Sommet de la paix de Madrid, 2022.

En novembre 1991, soit un mois avant la dissolution officielle de l'Union soviétique, l'OTAN a publié un rapport intitulé *“Nouveau concept stratégique”*, lequel elle admettait qu'une *“nouvelle ère plus prometteuse était en train de voir le jour en Europe”*.¹⁰

Dans ce contexte, les membres de l'OTAN auraient pu prendre confiance et décider de dissoudre l'alliance. Ils ont au contraire légitimé le maintien de l'OTAN, mettant en garde contre des menaces *“multidirectionnelles”* nécessitant des interventions coordonnées, y compris en dehors du territoire des États membres.

En 1997, au siège de l'OTAN à Bruxelles, la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a déclaré :

“Avec la disparition de l'Union soviétique, beaucoup pensent que nous ne sommes plus confrontés à une menace aussi unificatrice, mais j'estime que ce n'est pas le cas”.

Quel était donc le but de l'OTAN ? Mme Albright expliquait alors :

“Il s'agit d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Notre objectif est de mettre fin à la combinaison explosive de technologie et de terreur, et d'empêcher que des armes de destruction massive ne tombent entre les mains de personnes sans scrupules. Cette menace émane en grande partie du Moyen-Orient et de l'Eurasie, ce qui expose particulièrement l'Europe”.¹¹

En d'autres termes, l'OTAN devait intervenir en dehors de l'Europe pour protéger cette dernière. Telle pourrait être l'interprétation charitable et superficielle. Mais on peut interpréter les propos d'Albright de manière bien plus nuancée.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie, sous la houlette d'un président docile, Boris Eltsine (dont la réélection en 1996 a été influencée par l'ingérence américaine), s'est en effet soumise aux États-Unis, permettant à ces derniers d'utiliser leur puissance militaire écrasante et celle de leur principal instrument mondial. L'OTAN a ainsi pu étendre sa domination sur l'Europe de l'Est et punir les “*États rebelles*” (terme utilisé par Anthony Lake, du département d'État américain, en 1994) qui refusaient d'adopter les politiques de mondialisation, de néolibéralisme et de primauté américaine.¹²

Les gouvernements du Nord ont besoin d'un “*ennemi menaçant*” pour légitimer l'existence de l'OTAN. Qu'il s'agisse de la menace perçue du communisme (l'Union soviétique durant la guerre froide), des allégations de terrorisme (Al-Qaïda) ou d'autoritarisme (la Russie et la Chine plus récemment), les États membres de l'OTAN alimentent la peur des “*ennemis du monde libre*” pour convaincre leurs propres populations de la nécessité de militariser davantage leurs sociétés, en renforçant notamment leurs capacités militaires et policières.¹³

Cette rhétorique démagogique permet également d'intégrer des mouvements des syndicats progressistes à la dynamique guerrière de l'OTAN.



Le 9 décembre 1993, le président russe B. Eltsine, deuxième à partir de la droite, est en visite à Bruxelles pour rencontrer le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner.

En 1991, il était déjà clair que les États-Unis utiliseraient l'OTAN pour subordonner l'Europe de l'Est et la Russie, puis pour servir de gendarme moral contre tout “*État voyou*” qui oserait défier la puissance américaine dans cette nouvelle ère.

Les lignes d'engagement de l'OTAN suivraient à la lettre la politique américaine. Comme l'indiquait la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique de 2002 du président George W. Bush,

“nos forces seront suffisamment puissantes pour dissuader nos adversaires potentiels de poursuivre leur développement militaire dans l'espoir de dépasser ou d'égaliser la puissance des États-Unis”.¹⁴

Le concept d’“*adversaires potentiels*”, initialement qualifiés d’“*États rebelles*” ou

d'“*États voyous*” en 1994, puis de “*terrorisme catastrophique*” en 1998, allait bien désigner la Russie et la Chine.¹⁵

Cette décision a été motivée par des impératifs géopolitiques, mais aussi par des considérations financières. En effet, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, l'industrie de l'armement a craint l'apparition d'un “*dividende de paix*” qui aurait nuí à ses profits, ceux-ci ayant considérablement augmenté durant cette période.

C'est ce qui a poussé l'industrie de l'armement à créer le Comité américain pour l'élargissement de l'OTAN, présidé par Bruce Jackson (alors vice-président de Lockheed Martin), qui a exercé des pressions sur le Congrès américain afin qu'il adopte la loi de 1996 favorisant l'élargissement de l'OTAN. De 1996 à 1998, les plus grands entrepreneurs militaires ont dépensé 51 millions de dollars pour exercer une pression sur le Congrès en faveur de l'élargissement de l'OTAN.¹⁶

Comme l'a déclaré Joel Johnson, de l'Association de l'industrie aérospatiale : *“les enjeux sont élevés. Le premier arrivant aura la mainmise pour le prochain quart de siècle”*. (En effet, les ventes d'avions supposent l'achat de pièces de rechange pour les nouveaux avions pour entretenir et agrandir les flottes.)¹⁷

Les nouveaux membres de l'OTAN ont été fortement encouragés à acheter à l'industrie américaine d'armement, ce qui a fait de l'élargissement de l'OTAN un élargissement du marché de l'armement pour Boeing, Lockheed Martin, McDonnell Douglas, Northrop Grumman, Raytheon et Textron (connus à l'époque sous le nom des “*six grands*”, tous basés aux États-Unis).¹⁸

Entre 2015-2019 et 2020-2024, les membres européens de l'OTAN ont par exemple plus que doublé leurs importations provenant de l'industrie de l'armement, dont 64 % provenaient des États-Unis.¹⁹

La dépendance de l'Europe à l'égard des fabricants d'armes américains est un problème qui préoccupe les bureaucrates de la région depuis des décennies. En 2003, une étude de la Commission européenne indiquait par exemple

qu'«on peut craindre que l'industrie européenne soit réduite au statut de s traitant des principaux contractants américains, tandis que le savoir-faire essentiel serait réservé aux entreprises américaines».²⁰

Cette situation s'inscrivait dans une vision globale visant à subordonner l'Eu aux ambitions américaines.

En 1999, l'OTAN est entrée en guerre en Yougoslavie pour démanteler le pay sans mandat de maintien de la paix de l'ONU. Durant ce conflit, l'OTAN a bombardé l'ambassade de Chine à Belgrade, un acte que les Chinois considèr toujours comme délibéré.²¹

Ce fut le premier signe de l'expansion de l'OTAN hors de sa zone initiale de responsabilité. Deux ans plus tard, l'OTAN menait une autre opération « hor zone » en entrant dans la guerre contre l'Afghanistan déclenchée par les État Unis.

L'OTAN a alors acquis la certitude qu'elle pouvait désormais agir en tant qu gendarme de l'ordre dirigé par les États-Unis, comme l'ont écrit Ivo H. Daalc devenu ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN en 2009, et James Goldgeier, défenseur de longue date de l'élargissement de l'OTAN, dans Forc Affairs en 2006, à propos de l'«OTAN mondiale».²²

Bien que l'OTAN n'ait pas officiellement participé à la guerre illégale contre en 2003, elle a tout de même soutenu la Pologne et la Turquie en leur fournis une aide logistique et des moyens de communication pendant le conflit. L'O' a alors commencé à étendre ses relations aux armées du monde entier, notam en Europe de l'Est et en Asie de l'Est, et a participé de différentes manières à guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis.²³

Avant l'effondrement de l'Union soviétique, et afin de permettre l'annexion c République démocratique allemande (RDA), le gouvernement américain a pri

l'engagement auprès du gouvernement soviétique que l'OTAN ne s'étendrait au-delà de la frontière orientale de l'Allemagne.²⁴

Après la chute de l'Union soviétique, l'OTAN a pourtant fait exactement le contraire. Le bombardement de la Yougoslavie en 1999 a envoyé un message aux nations d'Europe de l'Est : « Vous êtes soit avec nous, soit contre nous. » les années suivant cet événement, les pays concernés ont été intégrés à l'OTAN.

La République tchèque, la Hongrie et la Pologne en 1999 ; la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie en 2004 ; l'Albanie et la Croatie en 2009 ; le Monténégro en 2017 ; et la Macédoine du Nord en 2020.

Durant ce processus, les États-Unis ont pris des mesures pour s'assurer que l'Allemagne, désormais réunifiée, soit « maintenue à l'écart » et n'opère que dans les limites fixées par Washington.²⁵

L'expansion de l'UE vers l'est a été permise, mais elle a été précédée (ou du moins accompagnée) par l'expansion de l'OTAN. L'hégémonie américaine au sein du bloc occidental a ainsi été assurée, en particulier en Europe de l'Est.

Bien que quatre pays limitrophes de la Russie (l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Pologne) aient déjà rejoint l'OTAN au milieu des années 2000, le gouvernement russe n'était pas disposé à autoriser l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine, pays partageant des frontières importantes avec la Russie.

Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, en avril 2008, dans un contexte de dépendance croissante de l'Europe à l'égard du gaz et du pétrole russes, la France et l'Allemagne ont bloqué l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Le déploiement de troupes russes après un affrontement militaire entre la Géorgie et la Russie en Ossétie du Sud, la même année, a été le premier signe de la détermination de Moscou à empêcher la Géorgie de rejoindre l'UE ou l'OTAN.

Le renversement du gouvernement ukrainien en 2014 sous l'influence des États-Unis a

Unis, l'insistance des pays du Nord pour que l'Ukraine rejoigne l'OTAN, ainsi que le retrait des États-Unis de traités clés sur le contrôle des armements — notamment le traité sur les missiles antibalistiques de 2002 et le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire de 2019 — ont fait comprendre à la Russie que Washington avait l'intention de déployer des armes nucléaires à moyenne portée à ses frontières.²⁶

Moscou a jugé ces exigences inacceptables et a envahi l'Ukraine en 2022.

Le financement

Depuis le début des années 1950, les États-Unis se plaignent de devoir supporter le poids des dépenses de l'OTAN, car les pays européens ne consacrent pas suffisamment de moyens à leur capacité militaire.²⁷

En 1952, le Parlement britannique a même débattu de l'inégalité des dépenses militaires et du service militaire obligatoire dans les pays de l'OTAN.²⁸

Néanmoins, la faible proportion des dépenses militaires dans le budget des pays européens est restée inchangée, et on a même pu observer un recul dans les années 1970, en raison du processus de détente qui a suivi la signature du traité sur les missiles antibalistiques en 1972 et des accords d'Helsinki en 1975, ainsi que de la stagflation qui a paralysé l'économie européenne à la même période.

Dans les années 1980, l'administration du président américain Ronald Reagan a exercé des pressions sur l'Europe pour qu'elle augmente ses dépenses militaires. À la fin de la guerre froide, les responsables américains ont de nouveau insisté sur la nécessité d'augmenter les dépenses militaires européennes.

L'Europe a toutefois reconnu dans le même temps que sa dépendance vis-à-vis des États-Unis l'empêchait de mener une politique indépendante. Après les guerres du Kosovo (1999) et de la Bosnie (1995), des voix se sont élevées dans les capitales européennes pour dénoncer cette dépendance.²⁹

C'est cette inquiétude qui a largement motivé le projet de construction du système européen de navigation par satellite, Galileo.

“Si l'UE estime nécessaire d'entreprendre une mission de sécurité que les États-Unis ne considèrent pas comme prioritaire, l'Europe sera impuissante elle ne dispose pas de la technologie satellitaire désormais indispensable”,

indiquait un document de la Commission européenne en 2002.³⁰

Lors du sommet de l'OTAN à Riga, en 2006, les membres ont convenu de porter leurs dépenses militaires à 2 % de leur PIB, une norme réaffirmée lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles, en 2014.³¹

Conscients des problèmes liés à la dépendance militaire, les États européens souhaitaient néanmoins rester sous la protection militaire des États-Unis. Les dirigeants européens se sont précipités d'un sommet de l'OTAN à l'autre pour convenir d'augmenter leurs dépenses militaires, sans se soucier des répercussions sur leurs sociétés et leur propre politique étrangère, de plus en plus militarisée.

En 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz a prononcé un discours devenu célèbre sous le nom de “*Zeitenwende*” (soit “*époque charnière*”), dans lequel il s'est engagé à créer un fonds de 100 milliards d'euros pour augmenter les dépenses militaires.³²

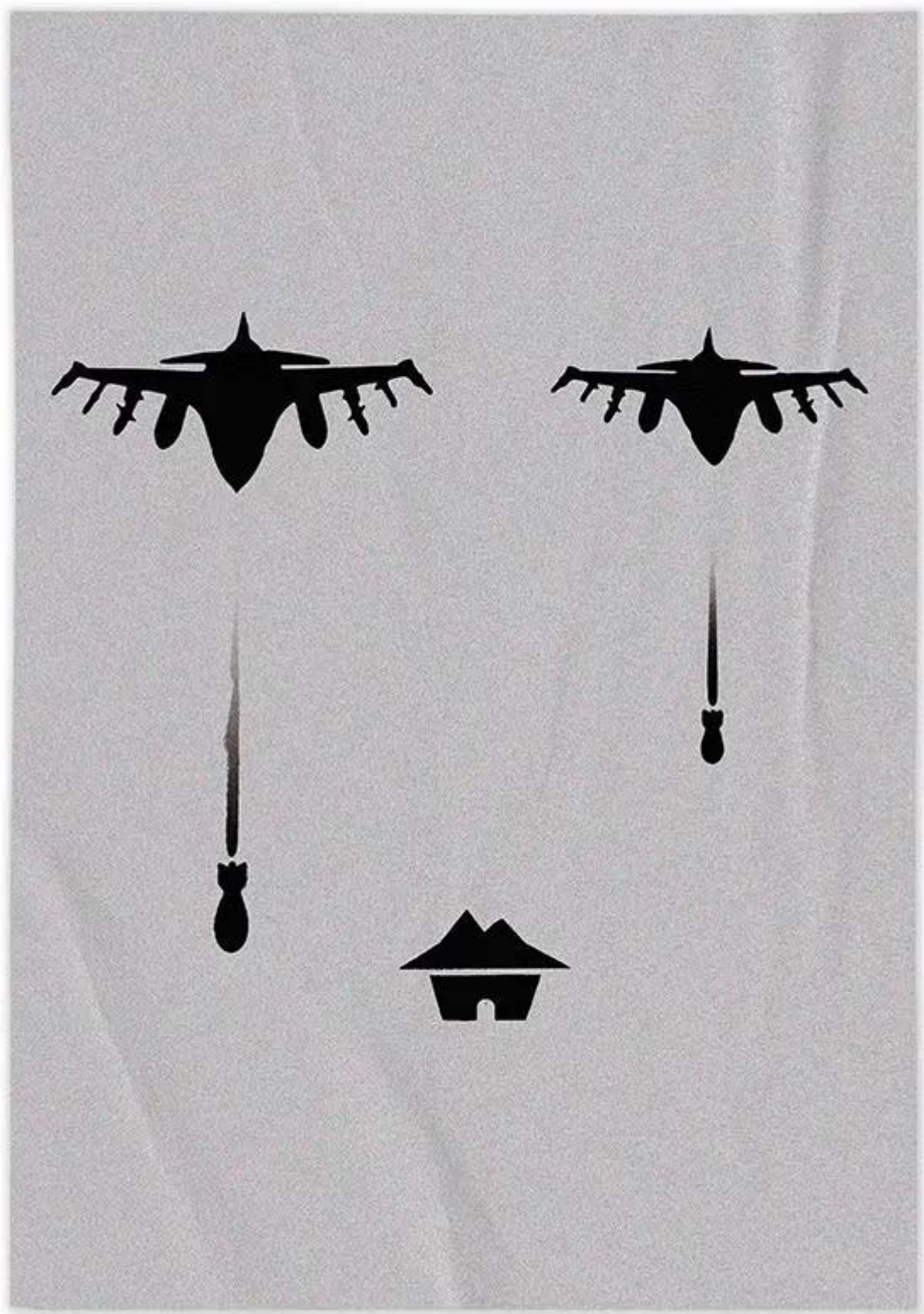
En 2025, lorsque le gouvernement américain a décidé de réduire son aide militaire à l'Ukraine, le gouvernement allemand (dirigé par le chancelier Friedrich Merz qui avait témoigné d'un mix d'arrogance et de prudence en matière budgétaire envers son propre peuple et envers les peuples des pays européens plus pauvres (comme la Grèce) – a ignoré sa règle du frein à l'endettement (un plafond qui limite les emprunts publics et inscrit dans la constitution du pays en 2009) afin d'augmenter les dépenses militaires.³³

La même année, l'UE a également annoncé son intention d'approuver 800

milliards d'euros de crédits de guerre.³⁴

En d'autres termes, on trouve de l'argent pour l'OTAN, mais aucun pour la protection sociale ou les infrastructures clés.³⁵

3. L'OTAN et les pays du Sud



Goyen Chen, *La guerre n'apporte que souffrance*, 2022.

En 2023, soit un an après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'ambassadeur allemand Christoph Heusgen a reproché à la Première ministre namibienne, Kuugongelwa-Amadhila, de ne pas avoir condamné la Russie. Celle-ci a répondu que son pays « promeut une résolution pacifique de ce conflit afin que le monde entier et l'ensemble des ressources mondiales puissent contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population mondiale, plutôt que de financer l'acquisition d'armes, de tuer la population et semer la discorde ».³⁶

Les sommes utilisées pour faire l'acquisition d'armes, a ajouté Mme Kuugongelwa-Amadhila, pourraient être employées en Europe, « où de nombreuses personnes traversent de grandes difficultés ». Le plus significatif de cet échange n'est pas ce que Mme Kuugongelwa-Amadhila a exprimé, mais le fait qu'elle ait osé s'opposer au consensus du Nord global.

La perplexité s'est répandue dans l'assemblée et au-delà. Pour quelles raisons les dirigeants de petits pays pauvres du Sud s'élèvent-ils contre le Nord et ne sont-ils plus aussi soumis qu'autrefois ? Comme l'a écrit le ministre japonais des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, dans la préface du Diplomatic Bluebook 2023 de son pays, consacré à l'émergence du Sud, « le monde vit aujourd'hui un moment charnière de son histoire ».³⁷

Dans un rapport publié en novembre 2024, Audronius Ažubalis, ancien ministre des Affaires étrangères lituanien et rapporteur de l'OTAN, a reconnu les changements qui s'opèrent dans le monde avec la montée en puissance du Sud.

Il affirme que l'Occident n'a pas su s'adapter assez rapidement à cette nouvelle réalité, permettant ainsi à des puissances telles que la Russie et la Chine de réaliser des avancées significatives en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique, et d'en tirer des avantages économiques et géopolitiques considérables.³⁸

L'analyse d'Ažubalis montre à quel point les dirigeants du Nord mondial comprennent mal la montée en puissance du Sud mondial. En effet, l'émergence d'un nouveau pôle industriel et productif en Asie (de l'Inde et de la Chine au Vietnam et à l'Indonésie) ainsi que la création d'un nouveau système d'institution de développement (dont la Nouvelle Banque de développement) ont permis aux États les plus pauvres d'exercer une certaine influence sur le Fonds monétaire international, jusqu'alors dominé par le département du Trésor américain.

En d'autres termes, la Chine ne se contente pas de réaliser des “*percées significatives*” sur ces continents, elle est également en mesure de soutenir les tentatives de développement des nations les plus pauvres. Comme le Nord global ne s'en charge pas, ces pays ne lui sont plus “*redevables*” de rien.

Il serait imprudent de rejeter la Chine et la Russie comme de simples “*puissances autoritaires*” et de supposer que la rhétorique éculée du libéralisme et de la démocratie occidentaux va attirer les pays désireux de développer leur économie.

Il est tout aussi absurde d'accuser la Chine et la Russie d'autoritarisme, alors que les pays occidentaux s'allient régulièrement avec des monarchies. L'incapacité à comprendre le cours réel de l'histoire paralyse les analystes de l'OTAN, qui avancent l'hypothèse que les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Pacifique seraient simplement dupés par la Russie et la Chine, et qu'ils prendraient la bonne décision en se soumettant au Nord s'ils étaient informés de la vérité sur le libéralisme et la démocratie occidentaux.

Néanmoins, l'OTAN est très présente dans la région méditerranéenne, sur le continent africain et en Asie (son rôle est plus limité en Amérique latine, où son principal allié est la Colombie). Cette section est consacrée aux trois régions où l'OTAN est très active.

Méditerranée, guerre contre le terrorisme & instrumentalisation des migrations

Dans les années 1990, l'OTAN a étendu son influence à travers le monde, en

commençant par ce qu'elle a qualifié de “*voisinage méridional*” (les pays situés sud de la mer Méditerranée).

En 1994, l'OTAN a lancé le Dialogue méditerranéen, un forum permettant aux pays extérieurs à la zone de l'OTAN d'échanger avec les pays membres. Ceux ont rejoint le dialogue par vagues, de l'Algérie, l'Égypte et Israël à la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie, dont beaucoup étaient sans relations avec Israël et ont pourtant siégé à la même table que son représentant.

En 2004, soit un an après la participation des États-Unis et de plusieurs de leurs alliés de l'OTAN à la guerre illégale contre l'Irak, l'OTAN a réuni quatre pays arabes du Golfe (Bahreïn, Koweït, Qatar et Émirats arabes unis) dans le cadre de l'Initiative de coopération d'Istanbul, afin de renforcer la coopération militaire entre l'OTAN et le Golfe arabe.

Plusieurs des pays ayant participé à ces initiatives (dont le Qatar, les Émirats arabes unis, la Jordanie et le Maroc) ont pris part à l'opération “*Unified Protector*” menée par l'OTAN en 2011 qui a détruit l'État libyen.

En 2016, l'OTAN a ouvert

- le Centre de direction stratégique sud près de Naples, en Italie
- en 2017, un Centre régional de l'Initiative de coopération d'Istanbul a été inauguré au Koweït puis, dans le cadre de ce processus de dialogue,
- l'ouverture d'un bureau de liaison de l'OTAN à Amman, en Jordanie, a été suggérée.

Ce bureau a été annoncé lors du sommet de l'OTAN à Vilnius, en 2023, puis ouvert l'année suivante.

Ces déclarations et communiqués vantent les mérites des droits de l'homme et de la démocratie, mais les mots clés sont en réalité la lutte contre le terrorisme et l'interception des migrants en mer.

Après les atrocités commises pendant la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011, alors que l'alliance était déjà enlisée dans le borbier de la lutte contre le terrorisme, elle a engagé une guerre contre les migrants provenant de plusieurs régions du sud cherchant à traverser la mer pour rejoindre l'Italie depuis ce pays déchiré par la guerre.

Les dirigeants de l'OTAN ont commencé à parler de cette tragédie comme de *“l'instrumentalisation des migrants”*, suggérant ainsi que leurs ennemis utilisaient ces derniers comme *“menace hybride”* pour submerger leurs pays (une expression également utilisée lorsque la Russie a autorisé des demandeurs d'asile de divers pays à franchir la frontière finlandaise en 2024).

Lors d'une réunion à Washington en 2024, l'ancien secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, a reconnu que *“l'OTAN a un rôle à jouer”* dans *“l'instrumentalisation de la migration”*.³⁹

L'OTAN mobilise ainsi l'ensemble de son arsenal militaire pour défendre la forteresse Europe, une idée chère à l'extrême droite et aux partisans de la lutte contre l'immigration.

L'Afrique clame : “L'OTAN, dehors !”

L'action la plus importante de l'OTAN dans cette région a été le recours à la force pour détruire l'État libyen en 2011. Cette intervention a ouvert la porte à la migration de populations africaines et d'autres vers l'Europe via la Libye, et a déclenché une vague d'attaques terroristes en Algérie, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Plus d'une décennie plus tard, les conséquences de cette intervention sont toujours visibles.

Cette intervention faisait valoir le principe de la *“responsabilité de protéger”* (R2P), une norme internationale élaborée par une Organisation des Nations unies en 2005. Cette norme, qui est devenue une difficulté, qui

“ vise à garantir que la communauté internationale ne manque plus jamais

devoir de prévenir les crimes atroces de génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité".⁴⁰

Si le Comité international sur l'intervention et la souveraineté des États a élargi la R2P en 2001 en réponse au génocide rwandais de 1994 et au bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999, ce n'est qu'après la guerre illégale des États-Unis contre l'Irak en 2003 que des mesures plus concrètes ont été prises pour consolider la R2P en tant que norme internationale, jusqu'à son adoption officielle lors d'un sommet mondial des Nations unies en 2005.

La France, qui a participé à la destruction de la Libye, a invoqué les attentats terroristes survenus au Sahel pour justifier son intervention militaire dans la région, d'où elle a été chassée par des coups d'État populaires sous le slogan *France, dehors !*"⁴¹

Ce sentiment, "*La France, dehors !*", s'étend au cercle plus large : "*L'Europe, dehors !*" & "*OTAN, dehors !*"

Pour la plupart des habitants du continent africain, il n'est pas si simple de faire la distinction entre l'UE, les États-Unis et l'OTAN. La politique migratoire de l'UE, par exemple, relève de la politique paramilitaire et a fait appel à l'Arma dei Carabinieri italien et à la Guardia Civil espagnole pour patrouiller dans le Sahara dans le cadre des Groupes d'action rapide pour le suivi et l'intervention au Sahara (GAR-SI) de 2017 à 2021. Parallèlement, les États-Unis ont déployé des drones pour assurer la surveillance depuis l'AB 201, une immense base militaire américaine située à Agadez, au Niger.⁴²

Les interventions militaires françaises, les bases américaines dans la région, l'utilisation de technologies de surveillance au Sahel et au Sahara, strictement réglementées ou interdites en Europe : voilà comment l'Afrique du Nord perd son projet de l'OTAN, non pas en faveur des droits humains, mais au nom d'un pouvoir brutal.⁴³

Pourtant, la présence de l'OTAN en Afrique pose un défi aux gouvernements continent, qui continuent de chercher des fonds et une assistance technologique. En 2015, cette dynamique a permis à l'OTAN de créer un bureau de liaison au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, en Éthiopie.⁴⁴

Grâce à cette concession accordée à l'OTAN, les États africains peuvent désormais solliciter une formation et des fonds pour la toute nouvelle Force africaine de maintien de la paix (dont l'une des cinq forces régionales est la Force de réaction rapide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a failli envahir le Mali, le Burkina Faso et le Niger à la suite des coups d'État populaires réussis de 2021, 2022 et 2023).⁴⁵

Les chefs militaires africains continuent de fréquenter les quartiers généraux militaires des pays de l'OTAN, une pratique désormais officialisée sous le nom de *“pourparlers entre états-majors militaires de l'OTAN et de l'UA”*.⁴⁶

Une telle complicité réduit à néant la déclaration de 2016 du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, qui appelait les États membres à faire preuve de *“circonspection”* à l'égard des bases militaires étrangères sur leur sol.⁴⁷

L'OTAN face au défi chinois





Goyen Chen, Know Love, Know Peace. No Love, No Peace, 2022.

Les guerres en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Libye ont en effet fait sc l'OTAN de sa zone habituelle d'intervention. Mais celle-ci est loin d'être la li géographique de l'impérialisme de l'OTAN. Comme l'écrit Sten Rynning, de l'Institut danois d'études avancées, dans son livre publié en 2024, *'NATO : From Cold War to Ukraine, the Story of the World's Most Powerful Alliance'*,

“l'OTAN ne peut évidemment pas se permettre d'ignorer la région indo-pacifique, car elle est devenue la principale préoccupation géopolitique de États-Unis”.⁴⁸

Les linguistes s'intéresseraient à cette formulation : l'OTAN “ne peut se perm d'ignorer” les questions centrales qui préoccupent non pas l'ensemble des membres de l'OTAN, mais les États-Unis. En d'autres termes, Rynning, dont livre est ce qui se rapproche le plus d'une étude officielle de l'OTAN, fait deu aveux :

Premièrement, la politique de l'OTAN n'est pas déterminée par le Conseil de

l'Atlantique Nord (l'organe décisionnel principal de l'OTAN), mais par les États-Unis. Deuxièmement, depuis 2009, date à laquelle Barack Obama est devenu président des États-Unis, l'administration américaine considère de plus en plus la Chine comme son principal rival, poussant l'OTAN à étendre son influence et à menacer les Chinois et les remettre à leur place.

Jusqu'à récemment, l'OTAN dépeignait la Chine comme offrant à la fois « de nombreuses opportunités et des défis », comme elle l'écrivait dans la Déclaration de Londres de 2019. Deux ans plus tard, sous la pression des États-Unis, l'OTAN a décidé que la Chine avait perdu son statut d'« opportunité » et que « ses ambitions déclarées et son comportement assertif constituaient des défis systémiques pour l'ordre international fondé sur des règles et pour les domaines pertinents pour la sécurité de l'Alliance » (selon la déclaration de Bruxelles de 2021).⁴⁹

Dans un essai publié sur le site web de l'OTAN en 2023, Luis Simón, du Real Instituto Elcano (fondé et financé par l'État espagnol) basé à Madrid, affirme que la Chine constitue un défi pour un système international dont les valeurs et les intérêts se réfèrent encore largement à l'Atlantique Nord ».⁵⁰

Cette observation est juste : la Chine ne s'oppose pas seulement à *“l'ordre international fondé sur des règles”*, comme l'affirme le département d'État américain, mais elle pourrait également s'opposer à la domination transatlantique de ce système.

Simon souligne deux autres aspects importants faisant de la Chine un facteur « pertinent » pour la sécurité de l'OTAN. Premièrement, la Chine dispose de systèmes d'armes capables d'atteindre l'Europe et possède des infrastructures critiques sur le continent. Deuxièmement, la nouvelle guerre froide contre la Chine ayant *“de lourdes conséquences pour les États-Unis”*, l'OTAN doit s'impliquer dans la région indo-pacifique.

Cette analyse conforte l'argument de Rynning selon lequel, ce qui est important pour les États-Unis doit l'être également pour l'OTAN (Simón, de nationalité

espagnole, est d'accord avec Rynning, de nationalité danoise, sur les conséquences de l'abandon de la souveraineté de la politique étrangère de leur propre pays profit de celle de Washington)

C'est pour cette raison que l'OTAN a utilisé son programme de partenariat sans mesure, créé en 2021, pour établir des liens étroits avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande (déjà membres de l'alliance des services du renseignement Five Eyes) et le Japon et la Corée du Sud. Ces pays font désormais partie de l'Indo-Pacific 4 (et ont participé au sommet de l'OTAN de 2022 à Madrid en tant que membres associés).⁵¹

En septembre 2024, le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a ensuite appelé à la formation d'une « OTAN asiatique ». Cependant, même si l'OTAN a déjà envisagé d'ouvrir un bureau de liaison à Tokyo, une telle alliance serait largement redondante au regard des éléments déjà en place dans la stratégie indo-pacifique des États-Unis, tels que :

- **Five Eyes**, un réseau d'agences du renseignement liées par des accords secrets, composé de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis.
- **Le Quadrilateral Security Dialogue (ou Quad)**, qui comprend l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis.
- **The Squad**, qui remplace l'Inde, moins enthousiaste, par les Philippines.
- **L'alliance Australie-Royaume-Uni-États-Unis (AUKUS)**.
- **L'alliance Japon-Corée du Sud-États-Unis (JAKUS)**.

En outre, le gouvernement américain associe de manière particulièrement provocante la province chinoise de Taïwan au rôle croissant de l'OTAN en Asie. Le projet de loi du Congrès américain sur la politique à l'égard de Taïwan, par exemple, considère Taïwan comme un *“allié majeur non membre de l'OTAN”*, tandis qu'un amendement recommandé à la loi de 1976 sur le contrôle des exportations

d'armes l'inclut dans la liste des “*bénéficiaires de l'OTAN Plus*”, permettant à Taïwan de contourner différentes réglementations en matière de non-prolifération.⁵²

En d'autres termes, plusieurs plateformes œuvrant comme une OTAN asiatique sont déjà en place, et l'OTAN est déjà pleinement impliquée dans la région indo-pacifique, comme en témoigne sa volonté de participer au projet américain de patrouiller les eaux autour de la Chine et de mettre en place des dispositifs de sécurité, tels que des bases et des alliances. L'OTAN a déjà pris la mer dans l'océan Pacifique. C'est la diplomatie de la canonnière du XXI^e siècle.

En 1839, les navires britanniques qui ont imposé l'opium aux Chinois portaient des noms évocateurs, tels que le HMS Volageet et le HMS Hyacinth. Le premier évoquait la versatilité, tandis que le second faisait référence à la mythologie grecque et à la jalousie.

Ces noms méritent d'être gardés en mémoire. Les alliances de l'OTAN sont, aussi, très versatiles. Ses intérêts sont également motivés par une forme de jalousie, car elle protège les intérêts de ses États membres au détriment de l'intérêt mondial, contrairement à ce qu'elle prétend. Elle cherche à préserver le système américain fondé sur ses propres règles et à entraver le développement du reste du monde.

C'est ce qui fait de l'OTAN l'organisation la plus dangereuse et la plus réactionnaire au monde.

Rédigé et documenté en collaboration avec No Cold War et le Zetkin Forum For Social Research.

Traduit par *Spirit of Free Speech*

Thanks for reading ★ Spirit Of Free Speech !

This post is public so feel free to sh

ZETKIN FORUM FOR SOCIAL RESEARCH

NO COLD WAR





Othman Ghalmi, *Where Can I Find Peace*, 2022.

Notes

¹Peter Gowan, « The NATO Powers and the Balkan Tragedy », *New Left Review* I/234 (mars-avril 1999), 103.

²Sevim Dagdelen, *NATO: A Reckoning with the Atlantic Alliance*, (LeftWord Books, 2024) ; Sten Rynning, *NATO: From Cold War to Ukraine, a History of the World's Powerful Alliance* (Yale University Press, 2024) ; Grey Anderson, éd., *Natopolitics: The Atlantic Alliance Since the Cold War* (Londres : Verso, 2023).

³Pour plus d'informations sur la Conférence de San Francisco, voir Tricontinental : Institute for Social Research, *The New Cold War is Sending Tremors through Northeast Asia*, dossier n° 75, mai 2024, <https://thetricontinental.org/dossier-75-new-cold-war-northeast-asia/>.

⁴« Review of the World Situation », Central Intelligence Agency, 17 mai 1949, <https://nsarchive.gwu.edu/document/17548-document-03-central-intelligence-agency-review>.

⁵« Lord Ismay », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, consulté le 16 mai 2024, https://www.nato.int/cps/ge/natohq/declassified_137930.htm.

⁶Bureau de l'historien, Institut du service diplomatique, Département d'État États-Unis, « Rapport du personnel chargé de la planification politique », rapport n° 23, 24 février 1948, dans *Foreign Relations of the United States, 1948, Général United Nations, Volume I, Part 2* (Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 1976), <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1948v01p2/d4>.

⁷Tricontinental : Institut de recherche sociale, « Le ministère américain des Colonies et son sommet », alerte rouge n° 14, 25 mai 2022, <https://thetricontinental.org/red-alert-14-summit-of-the-americas/>.

⁸« Le ministère américain des Colonies et son sommet ».

⁹Mascha Neumann, « Les armes est-allemandes dans la lutte contre le Portugal fasciste », Internationale Forschungsstelle DDR, 24 avril 2024, <https://ifddr.org/east-german-weapons-in-the-fight-against-fascist-portugal/>.

¹⁰« Le nouveau concept stratégique de l'Alliance (1991) », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, consulté le 1er juillet 2022, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_23847.htm?selectedLocale=en.

¹¹Madeleine K. Albright, « Déclaration de la secrétaire d'État Madeleine K. Albright durant la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 16 décembre 1997, <https://www.nato.int/docu/speech/1997/s971216aa.htm>.

¹²En 1997, Peter Gowan écrivait : « En entrant en Pologne, l'OTAN renforce et fait l'insécurité des pays baltes. La conclusion est inévitable : la première et principale raison de cette avancée en Pologne n'est pas la menace russe, *mais l'extrême faiblesse actuelle de la Russie*. En raison de l'effondrement social et économique catastrophique que connaît la Russie et du fait que son État est, l'instant, aux mains d'un clan de capitalistes gangsters autour du protégé de l'Occident, Boris Eltsine, l'État russe n'est actuellement pas en mesure de résister à l'élargissement. Cette faiblesse de la Russie sera très certainement temporaire. Nous devons partir du principe que l'économie et l'État russes vont se redresser. En termes de ressources, le pays pourrait facilement devenir dix fois plus puissant qu'il ne l'est aujourd'hui. L'OTAN exploite donc une « fenêtre d'opportunité » qui ne restera pas ouverte très longtemps. Il s'agit donc d'établir rapidement un *accompli* contre la Russie. Peter Gowan, « The Enlargement of NATO and the », dans *The Global Gamble: Washington's Faustian Bid for World Dominance* (Ver

1999), 298-299.

¹³George Monastiriakos, « Invite Ukraine to Join NATO and Win the Peace in Europe », *The Hill*, 23 octobre 2024, <https://thehill.com/opinion/international/4947010-ukraine-nato-membership-war-russia/>.

¹⁴La Maison Blanche, « The National Security Strategy of the United States of America », septembre 2002, [https://2009-2017.state.gov/documents/](https://2009-2017.state.gov/documents/Organisation/63562.pdf)
[Organisation/63562.pdf](https://2009-2017.state.gov/documents/Organisation/63562.pdf), 39.

¹⁵Pour les « États voyous » ou « États rebelles », voir Anthony Lake, « Confronting Backlash States », *Foreign Affairs*, n° 2 (mars-avril 1994), p. 45-55. Sur le « terrorisme catastrophique », voir Ashton Carter, John Deutch et Philip Zelicko, « Catastrophic Terrorism: Tackling the New Danger », *Foreign Affairs* 77, n° 6 (novembre-décembre 1998) : 80-95. Lorsque Lake a écrit cet essai, il était conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis, et Carter a ensuite été secrétaire à la Défense des États-Unis (2015-2017). Deutch avait été secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis (1994-1995), puis directeur de la CIA (1995-1996), tandis que Zelikow était l'auteur de la *Stratégie de sécurité nationale* de Bush en 2002.

¹⁶Katharine Q. Seele, « Arms Contractors Spend to Promote Expanded NATO », *New York Times*, 30 mars 1998, <https://www.nytimes.com/1998/03/30/world/arms-contractors-spend-to-promote-an-expanded-nato.html>.

¹⁷Jeff Gerth et Time Weiner, « Arms Makers See Bonanza in Selling NATO Expansion », *New York Times*, 29 juin 1997, <https://www.nytimes.com/1997/06/world/arms-makers-see-bonanza-in-selling-nato-expansion.html>.

¹⁸Seele, « Arms Contractors ».

¹⁹« L'Ukraine, premier importateur mondial d'armes ; la domination des États-Unis sur les exportations mondiales d'armes s'accroît tandis que les exportations russes continuent de baisser », Institut international de recherche sur la paix

Stockholm, 10 mars 2025, [https://www.sipri.org/media/press-release/2025/ukr-worlds-biggest-arms-importer-united-states-dominance-global-arms-export-grows-russian#:~:text=European%20NATO%20members%20increase%20dependence,19%20\(0per%20cent\)](https://www.sipri.org/media/press-release/2025/ukr-worlds-biggest-arms-importer-united-states-dominance-global-arms-export-grows-russian#:~:text=European%20NATO%20members%20increase%20dependence,19%20(0per%20cent)); Sylvia Pfeifer, Jana Tauschinski et Charles Clover, « Les deux tiers des importations d'armes des pays de l'OTAN en Europe proviennent des États-Unis », *Financial Times*, 9 mars 2025, <https://www.ft.com/content/d3214157-639b-4743-ab29-9af662d47ec5>.

²⁰Union européenne, *Vers une politique de l'Union européenne en matière d'équipements de défense* (Bruxelles : Commission des Communautés européennes, 2003), 11.

²¹Tom Stevenson, *Someone Else's Empire. British Illusions and American Hegemony* (Verso Books, 2023), 46–47.

²²Ivo H. Daalder et James Goldgeier, « Global NATO », *Foreign Affairs* 85, n° 5 (septembre-octobre 2006) : 105-113.

²³Renée De Nevers, « NATO's International Security Role in the Terrorist Era », *International Security* 31, n° 4 (2007) : 34.

²⁴Pour une évaluation de l'annexion de la RDA, voir Internationale Forschungsstelle DDR et Tricontinental : Institute for Social Research, *Risen from the Ruins: The Economic History of Socialism in the German Democratic Republic*, Studies on the DDR n° 1, 20 avril 2021, <https://thetricontinental.org/studies-1> ; pour la controverse sur l'expansion de l'OTAN vers l'Est, voir Mary Elise Savage, « A Broken Promise? What the West Really Told Moscow About NATO Expansion », *Foreign Policy* 93, n° 5 (septembre-octobre 2014): 90-97, et son livre *Not On My Watch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate* (Yale University Press, 2021).

²⁵Tricontinental : Institute for Social Research, *Hyper-Imperialism: A Dangerous Game*

Decadent New Stage, Contemporary Dilemmas n° 4, 23 janvier 2024, <https://thetricontinental.org/studies-on-contemporary-dilemmas-4-hyper-imperialism>

²⁶Pour une compréhension globale de la mainmise néolibérale sur les structures ukrainiennes, voir Yuliya Yurchenko, *Ukraine and the Empire of Capital: from Marketisation to Armed Conflict* (Pluto Books, 2017) ; pour une évaluation du contexte de la guerre en Ukraine, voir John Bellamy Foster, John Ross, Debora Veneziale et Vijay Prashad, « The United States is Waging a New Cold War: A Socialist Perspective », *Tricontinental: Institute for Social Research, Monthly Review* et *No Cold War*, septembre 2022, <https://thetricontinental.org/the-united-states-is-waging-a-new-cold-war-a-socialist-perspective/>.

²⁷Un premier résumé est disponible dans Karen Busler, *NATO Burden Sharing the Three Percent Commitment* (Congressional Research Service, 1985) et un autre plus récent dans *Assessing NATO's Value* (Congressional Research Service, 2011). La similitude du ton et des arguments avancés sur une période de trente-quatre et sous cinq présidents différents est frappante.

²⁸« Pays membres de l'OTAN (service militaire) », Parlement britannique Hansard, 30 May 1952, [https://hansard.parliament.uk/commons/1952-05-30/debates/92c8849d-0446-49e0-91f9-034f3349e3dd/NatoCountries\(MilitaryService\)](https://hansard.parliament.uk/commons/1952-05-30/debates/92c8849d-0446-49e0-91f9-034f3349e3dd/NatoCountries(MilitaryService))

²⁹Pour plus d'informations, voir British House of Commons Defence Committee *Lessons of Kosovo: Fourteenth Report of the Defence Select Committee* (Londres : Parlement britannique, 24 octobre 2000) <https://publications.parliament.uk/pa/cm199900/cmselect/cmdfence/347/34707.htm>.

³⁰Helen Caldicott et Craig Eisendrath, *War in Heaven. The Arms Race in Outer Space* (New York : The New Press, 2007), 31.

³¹« Point de presse du porte-parole de l'OTAN à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord au niveau des ministres de la Défense », Réunions des ministres de la Défense de l'OTAN, 8 juin 2006, <https://www.nato.int/docu/press/2006/s060608.htm>

[speech/2006/s060608m.htm](https://www.bundesregierung.de/breg-en/news/policy-statement-by-olaf-scholz-chancellor-of-the-federal-republic-of-germany-and-member-of-the-german-bundestag-27-february-2022-in-berlin-2008378).

³²Olaf Scholz, « Déclaration politique d'Olaf Scholz, chancelier de la République fédérale d'Allemagne et membre du Bundestag allemand, le 27 février 2022 à Berlin », Service de presse et d'information du gouvernement fédéral, 27 février 2022, <https://www.bundesregierung.de/breg-en/news/policy-statement-by-olaf-scholz-chancellor-of-the-federal-republic-of-germany-and-member-of-the-german-bundestag-27-february-2022-in-berlin-2008378>.

³³David McHugh, « L'Allemagne assouplit les limites de la dette publique dans le cadre d'une mesure majeure visant à stimuler l'économie et les dépenses de défense », *AP News*, 5 mars 2025, <https://apnews.com/article/germany-ukraine-debt-brake-economy-military-spending-74be8e96d8515ddddd53a99a6995765>

³⁴Le Monde avec l'AFP, « Le chef de l'UE dévoile un plan de 800 milliards d'euros pour « réarmer » l'Europe », *Le Monde*, 4 mars 2025, https://www.lemonde.fr/european-union/article/2025/03/04/eu-chief-reveals-800-billion-plan-to-rearm-europe_6738782_156.html.

³⁵Janan Ganesh, « L'Europe doit réduire son État providence pour construire un État guerrier », *Financial Times*, 5 mars 2025, <https://www.ft.com/content/3705ccda-4ce3-a25d-f1d0f82e7989>.

³⁶Saara Kuugongelwa-Amadhila, « Main Stage I: Defending the U.N. Charter and the Rules-Based International Order », table ronde lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, Munich, 18 février 2023, <https://securityconference.org/mediathek/asset/main-stage-i-defending-the-un-charter-and-the-rules-based-international-order-20230218-0917/>.

³⁷Tricontinental : Institut de recherche sociale, *The Churning of the Global Order*, dossier n° 72, 23 janvier 2024, <https://thetricontinental.org/dossier-72-the-churning-of-the-global-order/>.

³⁸Audronius Ažubalis, *NATO and the Global South*, (Assemblée parlementaire l'OTAN, 2024), 13, <https://www.nato-pa.int/document/2024-nato-and-global-s-report-azubalis-055-pcnp>.

³⁹« Discours du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à l'auditorium Wilson Center, suivi d'une séance de questions-réponses », Organisation du Nord de l'Atlantique, 17 juin 2024, <https://www.nato.int/cps/en/natohq/226742.htm?selectedLocale=en>.

⁴⁰« Qu'est-ce que la R2P », Global Centre for the Responsibility to Protect, <http://www.globalr2p.org/what-is-r2p/#:~:text=The%20Responsibility%20to%20Protect%20populations,Background briefing%20on%20R2P>.

⁴¹Vijay Prashad, « En Afrique, on dit : « France, dégage ! » : Dix-neuvième bulletin d'information (2024) », Tricontinental : Institut de recherche sociale, 9 mai 2024, <https://thetricontinental.org/newsletterissue/the-sahel-seeks-sovereignty/>.

⁴²« Groupes d'action rapide – Surveillance et intervention au Sahel (GARSI) » CIVIPOL, 15 juin 2021, <https://civipol.fr/fr/projets/groupes-daction-rapides-surveillance-et-intervention-au-sahel-garsi>.

⁴³Tricontinental : Institut de recherche sociale, *Défendre notre souveraineté : les bases militaires américaines et l'avenir de l'unité africaine*, dossier n° 42, 5 juillet 2023, <https://thetricontinental.org/dossier-42-militarisation-africa/>, et Antonella Napolitano, *Artificial Intelligence: The New Frontier of the EU's Border Externalisation Strategy* (Copenhague : EuroMed Rights, juillet 2023).

⁴⁴« Coopération avec l'Union africaine », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 27 avril 2023, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_8191.htm?selectedLocale=en.

⁴⁵Hanna Eid, « Un nouveau monde né des cendres de l'ancien », Intervention

5, Tricontinental Pan Africa, 8 octobre 2024, <https://thetricontinental.org/pan-africa/eid-interventions-5/>.

⁴⁶« La délégation de l'OTAN participe à la neuvième série de pourparlers ent états-majors militaires avec l'Union africaine », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 28 novembre 2024, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_230897.htm.

⁴⁷« 601e réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA sur l'alerte rapide et veille stratégique », Union africaine, 8 juin 2016, <https://www.peaceau.org/en/article/the-601th-meeting-of-the-au-peace-and-security-council-on-early-warning-and-horizon-scanning>.

⁴⁸Sten Rynning, *NATO: From Cold War to Ukraine, a History of the World's Most Powerful Alliance* (Yale University Press, 2024), 275.

⁴⁹« Déclaration de Londres », Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 4 décembre 2019, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_171584.htm Communiqué du sommet de Bruxelles », Organisation du Traité de l'Atlantic Nord, 14 juin 2021, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_185000.htm.

⁵⁰Luis Simón, « NATO's China and Indo-Pacific Conundrum », *NATO Review* novembre 2023, <https://www.nato.int/docu/review/articles/2023/11/22/natos-ch-and-indo-pacific-conundrum/index.html>.

⁵¹« Relations avec les partenaires de la région indo-pacifique », Organisation Traité de l'Atlantique Nord, 24 octobre 2024, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_183254.htm, et Tricontinental : Institute for Social Research, *The Churning of the Global Order*, dossier n° 72, 23 janvier 2024, <https://thetricontinental.org/dossier-72-the-churning-of-the-global-order/>.

⁵²« Shigeru Ishiba on Japan's New Security Era: The Future of Japan's Foreign Policy », Hudson Institute, 25 septembre 2025, <https://www.hudson.org/politics>

[government/shigeru-ishiba-japans-new-security-era-future-japans-foreign-p](#)
; Commission d'examen économique et sécuritaire États-Unis-Chine, « Chap
: Taïwan », dans *Rapport annuel 2024 au Congrès* (Washington, DC : U.S.
Government Publishing Office, novembre 2024), 443-485, https://www.uscc.gov/sites/default/files/2024-11/Chapter_9-Taiwan.pdf ; Commission des relations
étrangères du Sénat américain, *Taiwan Policy Act of 2022* (Washington, DC : S
américain, 2022), [https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/](https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/Taiwan%20Policy%20Act%20One%20Pager%20FINAL.pdf)
[Taiwan%20Policy%20Act%20One%20Pager%20FINAL.pdf](#) ; Clinton Fernando
Sub-Imperial Power. Australia in the International Arena (Melbourne University
2022) ; Clinton Fernandes, *Island off the Coast of Asia. Instruments of Statecraft*
Australian Foreign Policy (Monash University Press, 2018) ; Brendon Cannon e
Hakata, éd., *Indo-Pacific Strategies: Navigating Geopolitics at the Dawn of a New*
Age(Londres : Routledge, 2021) ; Nanae Baldauff, *Japan's Defence Engagement i*
Indo-Pacific (Springer Nature, 2024).

<https://consortiumnews.com/2025/07/15/nato-the-most-dangerous-organization/>

Abonnez-vous à ★ Spirit Of Free Speech

Par Spirit's FreeSpeech · Launched 3 years ago

Free Information - Wikileaks & Assange - Right to inform & to be informed - Antiwar - For a multipola
- Freedom of Speech ★ Please find a link in English below each article

S'abonner

By subscribing, I agree to Substack's [Terms of Use](#), and acknowledge
its [Information Collection Notice](#) and [Privacy Policy](#).



3 Likes · 1 Restack

Discussion à propos de ce post

Commentaires Restacks



Écrivez un commentaire...